

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1808>



Contre l'Europe-forteresse !

- International -



Date de mise en ligne : lundi 30 juin 2014

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Les pays de l'UE ont supprimé leurs frontières intérieures. Cet achèvement de l'espace Schengen initié en 1994 est allé de pair avec la construction d'une nouvelle frontière extérieure faisant de l'UE une véritable forteresse contre les droits des peuples à la libre circulation et au développement.

Des frontières ukrainienne ou croate à Ceuta et Melilla en passant par la frontière turque et la Méditerranée, l'Europe a érigé un nouveau mur.

Aux barrières physiques et militarisées (barbelés et miradors) s'ajoutent des unités mobiles d'intervention (Rabit) et des moyens sophistiqués (drones, satellites). Ce sont aussi plus de 1 792 points de contrôle aériens, maritimes et terrestres pour faire la chasse aux clandestins. Le tout est géré par Frontex [\[1\]](#) (Agence européenne pour la sécurité et les frontières extérieures).

En 2000, avec les accords de Cotonou, l'UE, bailleur de l'aide au développement, impose aux 79 pays ACP Afrique Caraïbe Pacifique une clause de réadmission de leurs ressortissants les incitant ainsi à réprimer l'émigration.

Des accords du même type sont signés en 2011 avec des états démocratiques ou avec les pires dictatures d'Asie, du Moyen- Orient et de l'Est européen.

Un rideau de fer meurtrier

Et les drames se multiplient comme les 58 clandestins asphyxiés dans un camion entre Calais et Douvres, les tirs de la police espagnole dans l'enclave de Ceuta et Melilla ou les 366 personnes fuyant l'Érythrée, noyées au large de l'île de Lampedusa en octobre 2013.

Depuis l'année 2000, on estime que 23 000 personnes ont perdu la vie en tentant de rejoindre le continent européen. « On aurait pu éviter ces morts » déclare François Crépeau, rapporteur de l'ONU pour la protection des migrants, qui met en cause la criminalisation de l'immigration clandestine.

Après ces drames, l'agence de surveillance des frontières « Eurosur » est aussi chargée de secourir les navires de migrants en danger. Des sauveteurs se révoltent contre cette politique de pompiers pyromanes.

En effet, dans tous les pays européens, les législations contre les sans papiers se sont durcies et unifiées à coup de directives de l'UE : la détention portée à 6 mois (sans limite dans certains pays), avec prolongation à 18 mois si le pays d'origine tarde à reconnaître ses ressortissant-es, doublée d'une interdiction de séjour de 5 ans. Le séjour irrégulier et l'aide aux sans papiers deviennent des délits.

Dans 224 camps, des milliers de personnes sont emprisonnées dans des conditions indignes. Les associations de défense sont entravées dans leur action et débordées par le nombre d'atteintes aux droits des personnes.

Des causes identifiées

Les "responsables" politiques agitent, selon les publics, des menaces différentes. À leurs électeurs, ils servent les fables de la porosité des frontières, de la perte de souveraineté des États et de la "menace" de 8 millions d'immigré-es sans papiers pour 505 millions d'habitant-es de l'UE !

Dans les cénacles plus restreints, ce sont les questions démographiques et les besoins de main-d'oeuvre bon marché qui sont soulevés. Car, si pour de nombreux migrants, les portes de l'Europe sont infranchissables, pour celles et ceux qui y parviennent, leur situation fondamentalement précaire permet alors leur surexploitation dans les secteurs les moins qualifiés et les plus déficitaires.

« L'attraction » de l'Europe est proportionnelle à la destruction des conditions de vie dans les pays d'origine. Les causes d'appauvrissement sont connues. Ce sont les guerres néo-coloniales liées à l'appropriation des ressources minières ou d'hydrocarbures qui détruisent les agricultures et les industries et chassent les populations. Ce sont des concessions de pêche côtières bradées à des compagnies occidentales au détriment des pêcheurs. Ce sont aussi des réseaux mafieux de main-d'oeuvre et de prostitution qui jettent des milliers de femmes et d'hommes sur le « grand marché européen » de l'esclavage.

Une seule solution : les droits pour toutes et tous !

Les patrons sont favorables à la libre circulation des marchandises mais profitent des divisions entre travailleurs, avec ou sans-papier, générées par les politiques anti-immigré-es. Dans l'Europe en proie au chômage, aux politiques d'austérité et aux discours racistes et xénophobes, la construction de mobilisations unitaires nécessite de combattre aussi pour mettre à bas toutes les législations qui interdisent ou limitent le droit au séjour, à la santé, à l'école et au travail de toutes et tous ! ï

Bruno Dufour

[1] En 2013, 21 organisations européennes et africaines lancent Frontexit pour dénoncer les activités de Frontex comme contraires aux droits fondamentaux et demander sa dissolution.